

APPEL A LA NATION SUISSE

POUR L'ACQUISITION DU RUTLI.

La Société helvétique d'utilité publique, rassemblée à Schwitz, le 23 Septembre 1858, ayant inspecté à cette occasion le nouveau canal de la Reuss, ce grand ouvrage qui doit son existence à l'esprit d'activité et de fraternité des membres de notre commune patrie, a pris la résolution suivante:

On achètera, pour en faire une propriété nationale, la prairie du Rutli, le berceau de notre Confédération. — Une collecte volontaire aura lieu dans tous les cantons, et sera destinée à procurer les moyens nécessaires à cette acquisition.

Cette résolution, prise d'enthousiasme et à l'unanimité, a été le fruit d'un mouvement patriotique bien naturel; car elle devait faire opposition à un certain projet d'établissement d'un hôtel dans la paisible et solitaire contrée du Rutli, projet dont la Société n'a eu connaissance qu'au moment, où elle passait devant ces lieux, et les saluait d'un cri d'acclamation.

La Société helvétique ne pouvait voir dans ce projet qu'une sorte de profanation des lieux consacrés par notre histoire. Il lui a semblé entendre notre peuple entier s'écrier: Non, il ne sera pas dit, que le sol sacré du Rutli soit profané par l'établissement et l'exploitation d'un hôtel moderne!

La Société a chargé sa Commission centrale de pourvoir à l'exécution de son décret. Le gouvernement du canton d'Uri y a lui-même prêté les mains, et ses tentatives en vue d'un achat n'ayant pas eu tout de suite le succès désiré, il a, du moins, interdit provisoirement l'établissement de l'hôtel projeté.

La commission centrale a donc travaillé à l'acquisition du Rutli, pour en faire une propriété nationale. Ses efforts ont été couronnés de succès.

« Le Rutli sera dorénavant une propriété nationale. »

Le prix d'achat est de 55,000 Fs. — Nous avons l'assurance que notre peuple fera volontiers le sacrifice, et ne demandera pas si un sol qui doit lui être tout particulièrement cher a été acheté à un prix trop élevé.

C'est donc sans crainte que nous adressons le présent Appel à nos populations pour les engager à prendre part par leurs cotisations à l'acquisition du Rutli.

Nous nous adressons très particulièrement à la jeunesse de notre patrie. Car c'est dans le coeur de nos jeunes gens surtout, que l'histoire des serments solennels des hommes des trois Cantons est gravée en traits ineffaçables. Qu'à leur noble enthousiasme pour notre belle et libre patrie ils ajoutent le mérite d'avoir contribué largement à donner à notre peuple ces lieux sanctifiés par les plus graves et les plus touchants souvenirs! Que des collectes se fassent, dans toutes les écoles, des plus inférieures jusqu'aux plus élevées! — Tous les élèves se réjouiront sans doute de l'occasion qui leur est offerte de contribuer par leurs dons, quelque petits qu'ils soient, aux sacrifices qu'un sentiment de piété nationale doit nous engager à faire en commun.

Au reste, les dons patriotiques des personnes de tout âge et de toute classe seront les bienvenus. S'ils venaient, à dépasser la somme dont nous avons besoin, le surplus trouverait son application dans un établissement de bienfaisance se rattachant au Rutli, et destiné à conserver d'une manière plus durable encore le souvenir de cet acte de patriotisme.

Que, dans chaque Canton, les personnes qui auront cette oeuvre à coeur se chargent d'organiser les collectes et d'en recueillir le produit.

Nous adressons cette dernière prière, d'abord aux Sociétés cantonales d'utilité publique et à leurs comités; puis aux Correspondants et aux autres membres de la Société helvétique. — Nous pensons que beaucoup d'autres amis du bien public leur viendront encore en aide, et qu'il sera facile de s'accorder sur le meilleur mode d'établissement des collectes.

Nous prions aussi les autorités publiques de ne pas nous priver de leur bienveillant concours dans la tâche que nous poursuivons.

Quant aux Instituteurs, comment ne prendraient ils pas à coeur une cause si propre à intéresser et à enthousiasmer les jeunes gens qui leur sont confiés!

S'il nous est permis d'exprimer encore un désir, c'est celui qu'on veuille bien mettre toute l'activité possible à l'organisation des collectes et au recouvrement des cotisations. Nous désirerions que cette opération fût terminée pour la fin du mois de Mai, et que les contributions fussent envoyées sans retard au caissier de la Société helvétique, lequel publiera un rendu-compte en temps convenable.

Nous savons que les temps sont graves, et que l'horizon politique est voilé d'assez de nuages pour éveiller des inquiétudes. Mais nous ne craignons pas que ces inquiétudes nous aliènent les coeurs. Tout danger qui, dans un avenir plus ou moins reculé, pourrait menacer notre patrie, n'aurait, sans doute, d'autre effet que d'enflammer dans nos populations l'enthousiasme du patriotisme.

Espérons cependant que nul danger ne menacera la Suisse. Quoi qu'il arrive, confions-nous à l'énergie et à l'union qui distinguent notre peuple, et, avant tout, mettons-nous sous la protection de ce Dieu puissant qui a béni d'une manière si remarquable, depuis plus de cinq cents années, une Confédération dont le Rutli lui-même a été le glorieux berceau.

ZURICH, le 3 Mars 1859.

AU NOM DE LA SOCIÉTÉ HELVÉTIQUE D'UTILITÉ PUBLIQUE:

DR. J.-U. ZEHNDER, conseiller d'Etat, Président de la commission centrale, à Zurich.
H. HIRZEL, pasteur, membre de la commission centrale, à Zurich.
HARTMAN DE SCHWERZENBACH, caissier de la commission centrale, à Zurich.
J.-BERNH. SPYRI, secrétaire de la commission centrale, à Zurich.
C. STYGER, Landamman, Président de la société en 1858, à Schwitz.
FR. BRUNNER, Président pour 1859, à Soleure.
PICTET DE SERGY, ancien conseiller d'Etat, à Genève } délégués de la société.
MARC. BOELGER, à Schöenthal, Bâle

Aufruf an das Schweizervolk

für den Ankauf des Rütli.

Am 23. Herbstmonat 1858 hat die in Schwyz versammelte schweizerische gemeinnützige Gesellschaft im Anschauen eines durch eidgenössischen Brudersinn und gemeinnützige Thatkraft ins Leben gerufenen großartigen Werkes, des neuen Reußkanals, den Beschluß gefaßt: das Rütli, die Geburtsstätte unserer Eidgenossenschaft, für die schweizerische Nation zu erwerben und die erforderlichen Mittel durch eine freiwillige Nationalsteuer aufzubringen.

Dieser Beschluß, mit Einmuth und Begeisterung gefaßt, war die Frucht einer Aufwallung des vaterländischen Gefühls gegen den Plan, auf dem in seiner ruhigen Abgeschlossenheit und ländlichen Einfachheit so ehrwürdigen Rütli einen Gasthof zu errichten, einen Plan, von dem die Gesellschaft erst in jenem Momente Kenntniß erhielt, als sie vorüberfahrend ihren jubelnden Gruß zu jenem „stillen Gelände am See“ hinübersandte. Sie erblickte darin eine Entweihung der durch unsere Geschichte geheiligten Stätte. Sie vernahm im Geiste den Ruf des schweizerischen Volkes: „Es darf der geweihte Boden unsers alten Rütli nicht durch das Getriebe einer modernen Wirthschaft profanirt werden.“

Die Gesellschaft übertrug der Centralkommission die Vollziehung ihres Beschlusses. Die Regierung von Uri bot sofort Hand zur Verwirklichung desselben und als ihre Bemühungen um den Ankauf nicht bald zum erwünschten Ziele führten, untersagte sie inzwischen die Errichtung des Gasthofs.

Die Erwerbung des Rütli für die Nation glaubte die Centralkommission nichtsdestoweniger anstreben zu sollen, und es ist dieselbe durch ihre eigene und insbesondere durch die Bemühung der von ihr beauftragten Mitglieder der Gesellschaft, welche warmes Interesse für die Sache hegten, endlich erzielt worden.

Das Rütli wird Eigenthum der Nation um die Summe von Frkn. 55,000. Diese Summe wird — wir zählen mit Zuversicht darauf — das Schweizervolk uns freudig entgegenbringen. Es wird nicht fragen, ob der Boden, der ihm, wie kein anderer im Vaterlande, lieb und heilig ist, nicht zu theuer erkauft sei. So erlassen wir denn frohen Muthes diesen Aufruf zur Betheiligung an der Erwerbung des Rütli.

Es ist vor Allen die Jugend des Vaterlandes, an die wir uns wenden. Sie, in deren empfänglichem Gemüthe die Geschichte des feierlichen Eidschwurs der Männer von Uri, Schwyz und Unterwalden auf dem einsamen Rütli mit untilgbaren Zügen sich eingegraben hat, sie mag ihre jugendliche Begeisterung für das schöne freie Vaterland mit dem Verdienste schmücken, Vieles, ja das Meiste mitgewirkt zu haben zur Gewinnung jener geweihten Stätte für das gesammte Volk. Die Schulen des Schweizerlandes — von den untersten bis zu den obersten — seien die Sammelstätten für ihre Beiträge. Alle, Schüler und Schülerinnen, mögen sich der Gelegenheit erfreuen, ihr Scherflein, wenn auch noch so klein, beizutragen zum gemeinsamen Opfer nationaler Pietät.

Doch nicht die Jugend allein mag ihre Spenden hiefür darbringen; auch die Gaben vaterländisch gesinnter Männer und Frauen sind uns willkommen. Denn, würde auch mehr dargebracht, als wir für jenen Zweck bedürfen, so würde die Verwendung des Ueberschusses für eine wohlthätige Rütlistiftung das Andenken an diesen Akt schweizerischen Gemeinnsinns noch dauernder begründen.

So bringe denn Jung und Alt sein Scherflein dem von Allen geliebten Rütli dar.

Die Sammlung der Gaben in den Kantonen mögen sich je nach den Verhältnissen gemeinnützige Männer zur Aufgabe machen. Wir richten unsere Bitte, dieselbe an Hand zu nehmen, zunächst an die gemeinnützigen Kantonal-Gesellschaften und deren Vorstände und wo solche nicht bestehen, an die Correspondenten und übrigen Mitglieder der schweizerischen gemeinnützigen Gesellschaft in den betreffenden Kantonen. Mit ihrer Thätigkeit wird sich, wir zweifeln nicht daran, diejenige anderer vaterlandsliebender Männer freudig verbinden und sie werden über die geeignetste Weise, die Sammlungen zu veranstalten, sich leicht vereinigen.

Wir ersuchen aber auch die Behörden, so weit sie für den schönen Zweck mitzuwirken oder denselben zu fördern in der Stellung sich befinden, um Unterstützung in der Vollziehung der Sammlungen. Bei dem Lehrerstande hoffen wir zum Voraus auf warme Theilnahme für eine Sache, die so, wie diese, die Jugend zu begeistern geeignet ist.

Noch eine Bitte müssen wir wagen, diejenige nämlich, daß die Thätigkeit für die Anordnung und Vollziehung der Sammlungen sich möglichst rasch entwickle. Wir hegen angelegen den Wunsch, daß diese letztern bis Ende Mai in allen Gauen des Vaterlandes durchgeführt und die gesammelten Beiträge dem Quästorate der schweizerischen gemeinnützigen Gesellschaft überliefert seien, welches letzteres seiner Zeit öffentliche Rechenschaft darüber geben wird.

Wir wissen: die Zeit ist ernst und der gegenwärtig umdüsterte politische Horizont mag mancherlei Besorgnisse wecken. Aber wir befürchten nicht, daß diese Besorgnisse dem Unternehmen die Herzen verschließen werde. Vermag doch jede Gefahr, die eine nähere oder fernere Zukunft dem Vaterlande droht, die Begeisterung für dasselbe nur um so mehr zu entflammen. Hoffen wir indeß, daß wirkliche Gefahren für unser theures Schweizerland nicht eintreten und vertrauen wir, was immer auch kommen mag, auf die Kraft und Einigkeit der Nation und vor Allem auf den Schutz Dessen, der die Eidgenossenschaft, die dem Rütli entsprossen, durch ein halbes Jahrtausend geschützt und gesegnet hat.

Zürich, 3. März 1859.

Im Namen der schweizerischen gemeinnützigen Gesellschaft:

Dr. J. U. Zehnder, Reg.-Präs., Präsident der Centralkommission, in Zürich.
S. Girzel, Pfarrer, Mitglied der Centralkommission, in Zürich.
Hartmann von Schwerzenbach, Quästor der Centralkommission, in Zürich.
J. Bernh. Spyrri, Aktuar der Centralkommission, in Zürich.
C. Styrger, Landammann, Präsident der Gesellschaft 1858, in Schwyz.
Franz Brunner, Banquier, Präsident der Gesellschaft 1859, in Solothurn.
M. Pietet de Sergy, ancien conseiller d'Etat, in Genf } Bevollmächtigte.
Markus Bölger, in N.-Schönthal (Basel)